

ATTESTATION DE DÉPLACEMENT DÉROGATOIRE

En application de l'article 3 du décret du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID 19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire :

Je soussigné(e), M Né(e) le: A :

Demeurant :

certifie que mon déplacement est lié au motif suivant (cocher la case) autorisé par l'article 3 du décret du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID 19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire :

déplacements entre le domicile et le lieu d'exercice de l'activité professionnelle, lorsqu'ils sont indispensables à l'exercice d'activités ne pouvant être organisées sous forme de télétravail ou déplacements professionnels ne pouvant être différés(2).

déplacements pour effectuer des achats de fournitures nécessaires à l'activité professionnelle et des achats de première nécessité(3) dans des établissements dont les activités demeurent autorisées (liste sur gouvernement.fr).

Consultations et soins ne pouvant être assurés à distance et ne pouvant être différés ; consultations et soins des patients atteints d'une affection de longue durée.

déplacements pour motif familial impérieux, pour l'assistance aux personnes vulnérables ou la garde d'enfants.

déplacements brefs, dans la limite d'une heure quotidienne et dans un rayon maximal d'1KM autour du domicile, liés soit à l'activité physique individuelles des personnes, à l'exclusion de toute pratique sportive collective et de toute proximité avec d'autres personnes, soit à la promenade avec les seules personnes regroupées dans un même domicile, soit aux besoins des animaux de compagnie.

convocation judiciaire ou administrative.

participation à des missions d'intérêt général sur demande de l'autorité administrative.

aller déposer mes ordures ménagères.

Fait à :

Le : àH.....

(Date et heure de début de sortie à mentionner obligatoirement)

Signature :

(3) Y compris les acquisitions à titre gratuit (distribution de denrées alimentaires ...) et les déplacements liés à la perception de prestations sociales et au retrait d'espèces.

ATTESTATION DE DÉPLACEMENT DÉROGATOIRE

En application de l'article 3 du décret du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID 19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire :

Je soussigné(e), M Né(e) le: A :

Demeurant :

certifie que mon déplacement est lié au motif suivant (cocher la case) autorisé par l'article 3 du décret du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID 19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire :

déplacements entre le domicile et le lieu d'exercice de l'activité professionnelle, lorsqu'ils sont indispensables à l'exercice d'activités ne pouvant être organisées sous forme de télétravail ou déplacements professionnels ne pouvant être différés(2).

déplacements pour effectuer des achats de fournitures nécessaires à l'activité professionnelle et des achats de première nécessité(3) dans des établissements dont les activités demeurent autorisées (liste sur gouvernement.fr).

Consultations et soins ne pouvant être assurés à distance et ne pouvant être différés ; consultations et soins des patients atteints d'une affection de longue durée.

déplacements pour motif familial impérieux, pour l'assistance aux personnes vulnérables ou la garde d'enfants.

déplacements brefs, dans la limite d'une heure quotidienne et dans un rayon maximal d'1KM autour du domicile, liés soit à l'activité physique individuelles des personnes, à l'exclusion de toute pratique sportive collective et de toute proximité avec d'autres personnes, soit à la promenade avec les seules personnes regroupées dans un même domicile, soit aux besoins des animaux de compagnie.

convocation judiciaire ou administrative.

participation à des missions d'intérêt général sur demande de l'autorité administrative.

aller déposer mes ordures ménagères.

Fait à :

Le : àH.....

(Date et heure de début de sortie à mentionner obligatoirement)

Signature :

(3) Y compris les acquisitions à titre gratuit (distribution de denrées alimentaires ...) et les déplacements liés à la perception de prestations sociales et au retrait d'espèces.